

Merci de me permettre d'être une nouvelle fois ici à Nairobi. C'est un immense plaisir pour moi d'avoir l'honneur d'être parmi vous aujourd'hui. Je tiens également à remercier tout particulièrement le Kenya et l'Afrique du Sud.

J'ai trois mots à dire :

Premièrement ayant présidé un accord européen et passionné de la réussite de Copenhague, je dois vous dire que l'ambiance globale est bien différente de celle de l'an dernier. Autant le Président Obama que le gouvernement chinois sont convaincus que nous vivons un moment crucial pour l'avenir de notre planète.

Deuxièmement il ne faut pas s'écarter de la feuille de route de Bali. Les pays industrialisés ont pris des engagements qu'ils devront respecter. Et si tel ou tel pays a pris du retard, les autres pays de l'Annexe 1 devront compenser. C'est notre affaire à nous, pays industrialisés. Nous savons que les américains ont un problème de délai. Mais à nous collectivement, pays industrialisés, de nous mettre d'accord sur une pente de réduction, en accord avec Bali.

Troisièmement l'Afrique est forte quand elle est unie. Et je suis heureux de voir la montée en puissance de l'Afrique dans la négociation de Copenhague. Pour prendre une métaphore sportive, beaucoup de matchs se gagnent à l'entraînement. Copenhague c'est la même chose. Il faut être prêt c'est-à-dire avoir des projets concrets à mettre sur la table pays par pays. Il faut que les africains soient les principaux bénéficiaires des futurs accords de Copenhague.

A coup sûr nous nous mettrons d'accord sur une architecture financière. D'ailleurs, à la récente réunion du Forum des Economies Majeures qui s'est tenue cette semaine à Paris, une convergence s'est dessinée en faveur de la proposition mexicaine d'un fonds universel alimenté sur la base des critères des émissions et de la richesse des pays. Mais méfions nous de ces constructions abstraites. Le financement ira aux projets et aux programmes. L'important est donc d'en proposer et d'en avoir élaborés.

Je vois trois domaines prioritaires pour ces programmes : l'eau, l'énergie et la forêt.

Je sais à quel point l'Afrique est préoccupée par l'adaptation au changement climatique : la question de l'eau et la lutte contre la désertification sont cruciales. J'ai entendu mon collègue du Sénégal évoquer à nouveau la Grande Muraille verte. J'ai noté la forte préoccupation que vous avez exprimé pour la sécurité alimentaire, la gestion des sols et l'adaptation de l'agriculture. Je suis heureux de retrouver ici Jose Endundo et les pays de la COMIFAC qui ont su préserver la forêt mieux qu'en Asie ou en Amérique Latine. Cette forêt qui contribue aujourd'hui à la stabilisation du climat et dont il faut rémunérer la sauvegarde.

Oui l'adaptation est indispensable. Mais n'oublions pas que le développement est la condition première de tout progrès. Et il n'y a pas de développement sans énergie. C'est pourquoi, la France, avec ses partenaires européens, a proposé une initiative. Cette initiative c'est l'accès à l'énergie pour tous les africains en une génération. Que l'on songe au potentiel africain en énergies renouvelables, la géothermie, les centrales solaires dans le Sahara, les ressources hydrauliques du bassin du Congo, le vent sur les côtes occidentales, et n'oublions pas l'énergie pour faire la cuisine, les corvées de bois auxquelles sont astreintes tellement de femmes en Afrique.

A Copenhague, la communauté internationale ne refusera pas de financer le programme d'adaptation et de développement durable pour l'Afrique. Pour élaborer ces programmes et feuilles de route, nous sommes tout prêt à mettre à disposition les experts nécessaires, sans bien sûr nous imposer le moins du monde. Travaillons dès aujourd'hui mains dans la main pour que Copenhague soit le rendez-vous du développement de l'Afrique.